

**Notes pour l'allocution* de
Mme Maud Cohen, ing.
Présidente
Ordre des ingénieurs du Québec**

**11^e ÉDITION DU
COLLOQUE DES INGÉNIEURS DE L'ÉTAT 2009
(APIGQ)**

La peur : du frein au tremplin !

Allocution d'ouverture

29 octobre 2009

**Hôtel Fairmont Le Château Frontenac
à Québec**

L'allocution prononcée fait foi.

(Merci au présentateur)

Monsieur le président et cher confrère,

Chères consœurs et chers confrères,

Distingués invités,

Mesdames et messieurs,

Bonjour,

Merci de l'invitation à l'ouverture de ce 11e colloque de l'Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement du Québec. Je vois que les ingénieurs de l'État n'ont pas peur des mots, ni de se regarder en face. Un colloque sur la peur organisé par et pour des ingénieurs, il faut le faire, surtout la veille de Halloween *(et des élections municipales...)*. Vous l'avez fait et je vous en félicite.

Je ne vous ferai pas un cours sur la peur, même s'il s'agit très certainement de l'une des émotions les plus anciennes du monde. La peur peut être constructive si elle suscite une réflexion. Pour l'ingénieur, une des plus grandes peurs est sans doute celle de l'imprévu. Peur salutaire, car une grande partie de notre travail de conception et d'analyse est justement d'envisager l'imprévu. Mais je vais laisser le soin aux conférenciers et conférencière invités de vous en parler...

Je me présente devant vous dans un contexte où la construction et le génie occupent l'avant-scène. Devant les allégations de malversations fusant de toutes parts, l'Ordre réclame une enquête publique. J'ai également annoncé une enquête du syndic. Pourquoi ?

Depuis longtemps, les ingénieurs se démènent pour convaincre les autorités et les gestionnaires d'infrastructures, gouvernement et municipalités, de la nécessité de gérer les infrastructures publiques à long terme et y consacrer les ressources nécessaires. Cela nécessite des investissements, mais également des ressources techniques internes.

Les investissements ont été annoncés. À ce jour, plus de 40 milliards de dollars d'ici 2013. L'argent y est, et cela signifie un effort colossal pour les finances publiques et les contribuables.

Cet argent, c'est nous qui l'avons réclamé. Jusqu'ici, les ingénieurs ont généralement bénéficié de la confiance du public. D'année en année, le génie se positionne dans les sondages comme une profession crédible, digne de confiance. Quant nous demandons quelque chose, on nous prend généralement au sérieux.

Que voit-on maintenant ? Ce lien de confiance est fragilisé, au moment où nous avons engagé notre crédibilité. Les ingénieurs-conseils sont montrés du doigt, mais tous les ingénieurs sont concernés par cette crise de confiance.

C'est ce lien que nous devons maintenir, qui doit nous dicter notre conduite. Nous réclamons une enquête publique parce qu'il serait inacceptable que le public soit floué dans ces circonstances. Les enquêtes policières, les enquêtes du syndic visent des individus. C'est bien, mais c'est insuffisant. Nous avons des raisons de croire que les actes de malversation ne sont pas isolés, qu'il existe un système. C'est une enquête publique qu'il faut pour le savoir, pour mettre au jour ce système, comprendre son fonctionnement et l'éliminer. Qu'on ne me dise pas que les enquêtes publiques sont inefficaces. La Commission Johnson a été un exercice difficile, mais salutaire.

Quand on connaît le mal, on peut concocter un antidote. Si une enquête publique est annoncée, nous serons aux premières loges. Pour comprendre, et agir.

Quant à l'enquête du syndic, à partir du moment où nous avons des noms et des allégations sérieuses, c'est notre devoir de la déclencher. C'est cela aussi, notre relation de confiance avec le public. Une telle enquête demande du temps et des ressources. Nous prendrons l'un, nous y mettrons l'autre.

Avant de vous laisser, un mot sur les ressources. Une saine gestion des infrastructures exige des ressources techniques chez les gestionnaires d'infrastructures. Dans les ministères, mais également dans les municipalités. C'est une partie du message que nous mettons de l'avant depuis un bon moment.

Nous croyons en une fonction publique forte, compétente et intègre. Cela ne touche pas que les ingénieurs, mais les autres fonctionnaires et tout l'appareil politique.

Comme je l'ai dit, nous sommes mûrs pour un sérieux exercice d'introspection. Faisons-le, et faisons en sorte qu'il soit durable et profitable.

Je vous remercie.